



CHAPITRE 67

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert

[Sanctionnée le 11 février 1959]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Saint-Lambert a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 3 George V, chapitre 62, et ses modifications, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

Circulation détournée.

Enlèvement de véhicule stationné illégalement.

1. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 11°, les paragraphes 11°a et 11°b suivants:

"11°a Pour détourner la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblaiement de la neige et dans tous cas d'urgence;

"11°b Pour enlever, remorquer, ou faire enlever et remorquer, tout véhicule stationné soit en contravention des règlements de circulation et de stationnement, soit de façon à nuire aux travaux de voirie, y compris l'enlèvement et le déblaiement de la neige, et au besoin le touer ou le faire touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage qui ne devront pas dépasser dix dollars. La quotité de ces

CHAPTER 67

An Act to amend the charter of the city of Saint-Lambert

[Assented to, the 11th of February, 1959]

WHEREAS the city of Saint-Lambert has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary to the good administration of its affairs that its charter, the act 3 George V, chapter 62, and its amendments, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 11, the following paragraphs 11a and 11b:

"11a. To divert traffic in the streets of the city when work on roads, including the clearing and removal of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

"11b. To remove and tow away or to have removed and towed away, any vehicle parked either in contravention of traffic and parking by-laws, or in such a way as to hinder the work on roads, including the clearing and removal of snow, and if need be to remove it, or have it removed, elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall be entitled to recover possession thereof only on paying the towing and storage cost which shall not exceed ten dollars. The amount of such cost may be

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Traffic diverted.

Removal of vehicle illegally parked.

frais sera déterminée par règlement du conseil, pour le cas où le touage sera effectué par des employés municipaux et le véhicule entreposé au garage municipal ou autres locaux, propriétés de la cité. Dans les autres cas, les frais de touage et d'entreposage seront ceux généralement chargés par les postes de service commercial ou garages."

determined by a by-law of the council for the case when the towing is done by municipal employees and the vehicle stored in the municipal garage or on other premises which are the property of the city. In all other cases, the towing and storage cost shall be those usually charged by commercial service stations or garages."

1953-54,
c. 80, a. 1,
remp.

2. L'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 80, est remplacé par le suivant:

2. Section 1 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 80, is replaced, for the city replaced.
by the following:

Location
de ter-
rains de
jeux.

"1. La cité de Saint-Lambert est autorisée à louer ses terrains de jeux pour des courses à pieds et des concours d'athlétisme, piscines et édifices municipaux, à des organisations locales de bonne foi dans le but de promouvoir le sport amateur et à cette fin à conclure des contrats de location; à émettre et déterminer le coût des permis et à établir le coût d'entrée à ces démonstrations sportives."

"1. The city of Saint-Lambert is authorized to lease its playing fields for track and field events, swimming pools and municipal buildings, to *bona fide* non profit organizations in order to promote amateur sports and recreation, and for such purposes to make leases and contracts; to issue and determine cost of permits and to fix admittance charges or entrance fees."

1944,
c. 59, a. 2,
remp.

3. L'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 59, 1944, est remplacé par le suivant:

3. Section 2 of the act 8 George VI, chapter 59, 1944, is replaced by the replaced.
following:

Imposi-
tion de
certaines
parties
du pont
Victoria.

"2. Par dérogation à l'article 490 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), les sections de la partie du pont Victoria située dans les limites de la cité qui sont utilisées comme voies pour piétons, cyclistes et véhicules seront portées au rôle d'évaluation de la cité au montant fixe de huit cent mille dollars (\$800,000.00) et cotisées d'après ce montant. Cette disposition s'appliquera aux rôles d'évaluation et de perception pour l'année 1958 et les années subséquentes."

"2. Notwithstanding section 490 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), the parts of the portion of Victoria Bridge situated within the limits of the city, which are used as roadways for pedestrians, cyclists and vehicles, shall be entered on the valuation roll of the city at a fixed amount of eight hundred thousand (\$800,000.00) dollars. This provision shall apply to the collection roll and valuation roll for the year 1958 and the following years."

Désigna-
tion rec-
tifiée.

4. Le lot de subdivision numéro 45 du lot originaire 256 au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, inscrit par erreur dans les avis de vente pour taxes municipales dans la *Gazette officielle de Québec* le 13ième jour d'octobre 1934, aurait dû être désigné comme étant la partie nord-est du lot originaire numéro 256, mesurant 99 pieds de large par 240 pieds et 6 pouces de profondeur, borné en front vers l'est par l'avenue Victoria, à l'arrière vers l'ouest par le lot numéro 256-51, d'un

4. Subdivision lot number 45 of the original lot number 256 on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Antoine de Longueuil, erroneously entered in the notices of sale for municipal taxes in the *Quebec Official Gazette*, the 13th day of October, 1934, should have been designated as being the northeast part of the original lot number 256, measuring 99 feet in width by 240 feet 6 inches in depth, bordered in front, towards east, by Victoria Avenue, in the rear, towards west, by lot number

Designa-
tion rec-
tified.

côté vers le sud par le lot numéro 256-46, et de l'autre côté vers le nord, par la propriété du chemin de fer Canadien National, et en conséquence l'acheteur, la cité de Saint-Lambert, est et a toujours été propriétaire d'icelui depuis la date de l'acte d'adjudication fait le 14ième jour de novembre 1934, enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Chambly le premier jour de juin 1936, sous le numéro 76,924, et le lot de subdivision numéro 45 du lot originaire numéro 256 connu comme formant partie de la rue Saint-Denis, n'a jamais été affecté par telle adjudication.

256-51, on one side, towards south, by lot number 256-46, and on the other side, towards north, by the property of the Canadian National Railway, and consequently the purchaser, the city of Saint-Lambert, is and has always been the owner thereof since the date of the deed of adjudication made on the 14th day of November, 1934, registered in the registration office for the registration division of the county of Chambly on the first day of June, 1936, under number 76,924, and subdivision lot number 45 of the original lot number 256, known as part of Saint-Denis street, has never been affected by such adjudication.

S.R.,
c. 233,
a. 668,
am. pour
la cité.

Significa-
tion par
courrier
recom-
mandé.

5. L'article 668 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le deuxième alinéa, le suivant: "Cependant, lorsqu'il s'agit de sommations ou autres documents émis par la Cour municipale de la cité ou le juge qui y préside, à la suite d'une infraction à un règlement municipal ou à la Loi des véhicules automobiles, telle signification sera également valable si une copie ou un duplicata en est adressé par courrier recommandé au domicile ou à la place d'affaires du défendeur ou accusé, ou à l'adresse donnée par lui lors de la commission d'une telle infraction, ou à l'adresse donnée par ledit accusé au service des véhicules automobiles du bureau du revenu de la province."

5. Section 668 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after the second paragraph, the following: "However, summonses and other documents, issued by the Municipal Court of the city or by the judge thereof for contravention of a municipal by-law or of the Motor Vehicles Act shall also be validly served when a copy or duplicate thereof is sent by registered mail to the domicile or place of business of the defendant or accused or to the address given by him when the contravention was committed or to the address given by him to the Revenue Branch of the Province pursuant to the Motor Vehicles Act."

R.S.,
c. 233,
s. 668,
am. for
city.

Service by
registered
mail.

Vente
d'effets
non ré-
clamés.

6. La cité peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués, par ses officiers de police, ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la cité a été obligée de pourvoir. Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

Responsa-
bilité.

6. The city may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property unclaimed within twelve months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the city has had to provide.

Sale of
unclaimed
objects.

If such property be claimed after the sale, the city shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the costs of the sale and other expenses which it may have occasioned.

Liability.

Destruction.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles, non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits ou il pourra en être disposé après publication des mêmes avis, *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction ou après qu'on en aura disposé, la cité ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Destruction.

If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or of their unlawful use, such objects may be disposed of or destroyed after publishing the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their disposal or destruction, the city shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation.

7. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.